

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Amarre 25 septembre 2023 - 1 €

N° 50

Tressaillez de joie

Le pape François a effectué les 22 et 23 septembre derniers un déplacement de 27 heures à Marseille afin de conclure les Rencontres méditerranéennes dont la troisième édition se tenait dans la ville depuis le 17 septembre précédent.

On attendait un voyage politique avec un discours correspondant du Pape sur la situation des migrants en Méditerranée quelques jours après l'arrivée massive de plusieurs milliers d'entre eux sur l'île italienne de Lampedusa. On disait aussi que la venue du Pape François s'effectuait à Marseille et non en France même si rapidement le président de la République française s'était invité à la messe du samedi célébrée au stade-vélodrome. On prévoyait enfin que l'accent ayant été mis à plusieurs reprises sur le caractère multi-culturel de la cité phocéenne et aussi à cause de la courte durée du déplacement, que le Pape n'irait pas vraiment à la rencontre de la communauté catholique.

Tout cela est resté en partie vrai mais François a néanmoins déjoué les pronostics comme il a déjà eu l'occasion de le faire dans d'autres circonstances.

Il ne faut pas oublier que le Pape est le chef spirituel des catholiques du monde entier et c'est très logiquement par une démarche religieuse qu'il a commencé son périple le vendredi en se rendant à la basilique Notre-



Dame de la Garde pour une prière mariale avec le clergé du diocèse de Marseille.

C'est après qu'il s'est effectivement rendu au mémorial en forme de croix camarguaise dédié aux marins et aux migrants disparus en mer où, aux côtés des représentants des autres confessions, il a une nouvelle fois martelé son message pour un accueil généreux des populations déplacées, dénonçant « le fanatisme de l'indifférence » et appelant à

« un sursaut de conscience pour prévenir un naufrage de civilisation ».

Finalement, le lendemain samedi, c'est bien en France que le Souverain Pontife s'est retrouvée, avec la présence, dès le matin, d'Emmanuel Macron et de son épouse qui l'ont accompagné jusqu'au Palais du Pharo où se sont déroulées les conclusions des Rencontres méditerranéennes. Mais c'est surtout en se rendant l'après-midi au stade-vélodrome pour la

célébration de la messe que le Pape a pu mesurer la présence du peuple de France venu le saluer pendant sa descente, dans sa célèbre papamobile, de l'avenue du Prado. Il semble bien qu'à ce moment-là la visite papale a changé de dimension en devenant une véritable manifestation populaire où François a pu mesurer, peut-être à son étonnement, l'affection que les Français portent à la fois à sa personne et à sa fonction. De

■ **Rugby** : Alors que son équipe écrasait celle de Namibie (96 à 0) le 21 septembre à Marseille, le capitaine de l'équipe de France, Antoine Dupont, a eu la machoire fracturée et a été opéré.

■ **Police** : Le 23 septembre, environ 80 manifestations ont eu lieu dans différentes villes pour protester « contre les violences policières et le racisme systémique. » Il y a eu quelques incidents et trois policiers ont été blessés.

■ **Presse** : Le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky a vendu ses parts dans la société d'édition du quotidien Le Monde à NJJ Presse, la holding de Xavier Niel. Ce dernier les remettra au Fonds d'indépendance de la presse, qui deviendra ainsi le principal actionnaire du journal.

■ **SnCF** : Une panne électrique à Massy a provoqué des retards des trains jusqu'à 5 heures à la gare Montparnasse le 24 septembre.

■ **Carburant** : Dans son discours télévisé du 24 septembre, le président Macron a dit qu'il renonçait à demander aux distributeurs d'essence de vendre à perte... Il souhaite que ceux-ci vendent désormais « à prix coûtant ». Il a annoncé un chèque carburant en 2024 pour les ménages les plus modestes.

■ **Immobilier** : L'immeuble qui accueillait autrefois le central téléphonique « Anjou » dans le 8e arrondissement de Paris, a été vendu 230 millions d'euros (pour 9328 m²). Une entreprise de luxe devrait s'y installer.

fait, au-delà de ses prises de position qui restent plus ou moins appréciées de ses auditeurs, on a pu constater, pour la première fois en France, une réelle unanimité en sa faveur.

Et son homélie, prononcée au cours de la messe rassemblant quelque 60 000 fidèles, en dépit ou à cause justement de son contenu abrupt, n'a pas démenti cette impression. Commentant le mystère de la Visitation, le Pape a souligné que « *l'expérience de la foi, en plus d'un tressaillement devant la vie, provoque aussi un tressaillement devant le prochain* ». Et d'en tirer les conséquences pratiques : « *C'est le contraire d'un cœur froid qui se blinde dans l'indifférence, insensible au tragique rejet de la vie humaine, qui est refusée à nombre de personnes migrantes, à nombre d'enfants pas encore nés, à nombre de personnes âgées abandonnées* » a-t-il déclaré. En invitant ainsi les catholiques à simultanément accueillir les migrants, s'opposer à l'avortement et refuser l'euthanasie, le Pape a rappelé la doctrine catholique de l'option préférentielle pour les pauvres. Bonne occasion pour les conservateurs et les progressistes de faire leur examen de conscience afin d'apprécier la cohérence de leurs choix. Sans doute le Pape aimerait-il que son appel soit entendu au-delà de la communauté catholique mais là, il y a encore fort à faire.

C'est peut-être ce qu'il faut entendre par le mot de conclusion du pape François à l'issue de la cérémonie : « *N'oubliez pas de prier pour moi, ce travail n'est pas facile* ».

Fabrice de Chanceuil

Rugby Ça va la tête ?

Que la France reparte ou pas avec sa coupe, on aura du mal à me retirer l'impression que les organisateurs auront tout fait pour nous mijoter un grand n'importe quoi. Je passe sur le fait de cocoriquer partout que les coqs sont trop beaux (ce qui reste la meilleure garantie d'emmerdes et le porte-poisse et bobos le plus sûr) ; la formule même de cette Coupe du Monde, moulant le calendrier d'un sport de combat collectif sur celui du léger football me laisse dubitatif. Au lieu d'imaginer un rendez-vous brutal, très resserré, intense entre les meilleurs, les organisateurs étalent l'usine à gaz d'une interminable course de fond sur deux mois, pensum justifié par une allée d'affiches de la valeur immémorielle d'un Portugal-Géorgie ou Tonga-Roumanie (je vous vois déjà accros).

Assez logiquement dans l'ubuesque, le staff tricolore a cru bon de rajouter une ribambelle de matchs de préparation. Et si ça ne suffisait pas, il croit indispensable d'engager ses meilleures forces dans des matchs inutiles, gagnés de 100 points d'avance, entre des équipes qui ne devraient se croiser que si les amateurs se sont extirpés de qualifications dans leur catégorie. Et que croyez-vous qu'il arriva ?

On se blesse, on se blesse...

L'Équipe de France laisse, un à un, ses meilleurs joueurs à chaque étape du chemin de croix. Même réduite à 11, même les bras en écharpe, elle arrivera forcément en quart, au moment où commence la vraie compétition,

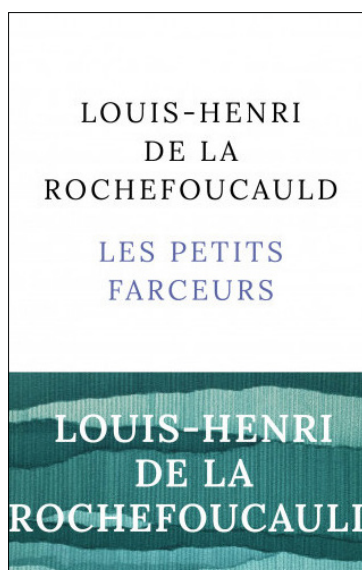
mais écloupée, et aussi diminuée que l'enthousiasme de son public sera émoussé. Et sans doute mieux préparée pour remplir de larmes une coupe d'honneur de plus, dans l'immense rayon de la vitrine des regrets, qu'avec des bras valides pour soulever la Webb Ellis. La vraie compétition est encore bien loin, que la coupe des larmes est déjà pleine.

David Langlois-Mallet

Sénat

Comme on pouvait s'y attendre, le renouvellement de la moitié du Sénat le dimanche 24 septembre n'a pas amené de changement majeur dans la composition de la haute assemblée. Celle-ci reste à droite, autour de son président Gérard Larcher, candidat pour un sixième mandat, tandis que les macronistes ne s'y installent pas mieux. Il s'est même produit un véritable camouflet pour la majorité : Sonia Backès, secrétaire d'État à la Citoyenneté, candidate Renaissance et seule membre du gouvernement en lice, a été battue, en Nouvelle-Calédonie, au second tour par l'indépendantiste Robert Xowie ; troisième au premier tour lors duquel le candidat dissident Les Républicains Georges Naturel a été élu, elle n'est pas parvenue à faire le plein de grands électeurs au second, s'inclinant donc face au candidat du Front de libération nationale kanak et socialiste (FL-NKS). Cette première entrée au Sénat d'un indépendantiste devra être analysée selon les rapports de forces locaux, mais il demeure incontestable qu'il s'agit d'un échec pour les macronistes,

ROMANS



Le scribouillard et le raté

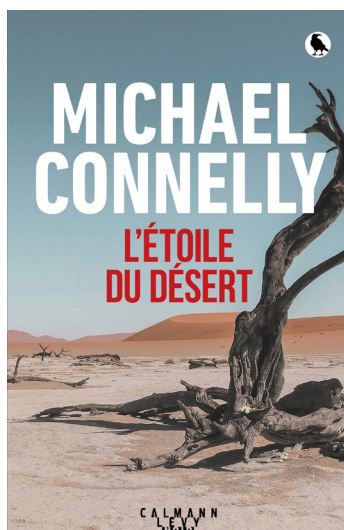
Méchant et jouissif. Y a-t-il meilleur résumé du nouveau roman de Louis-Henri de La Rochefoucauld, chroniqueur littéraire redouté à L'Express ? Ses deux héros, Henri d'Estissac et Paul Beuvron, se rencontrent en hypokhagne. Le premier se rêve journaliste et devient scribouillard dans un journal alternatif. Le second se voit écrivain à succès et finit porte-plume d'hommes politiques et de chanteurs. Leur vie professionnelle n'est qu'une suite de désillusions digne des plus belles pages de Balzac. Au-delà de cette course à la gloire et à l'échec, ce sont les coulisses du monde parisien de la presse et de l'édition que l'auteur décrit avec férocité : les manœuvres les plus ignobles pour décrocher le prix littéraire qui enflammera les ventes, les faux romanciers de best-sellers... un portrait de groupe peu affriolant mais semble-t-il fondé sur une bonne connaissance du terrain.

« Les Petits farceurs », Louis-Henri de La Rochefoucauld, Robert Laffont, 256 p., 20 €.

POLAR

Justice est faite !

Cela fait plus d'un an que Renée Ballard et Harry Bosch ne s'étaient pas vus et voilà que l'inspectrice est là, sonnant à la porte de l'ancien policier. À présent elle est directrice d'une nouvelle unité chargée des affaires non résolues (cold cases), avec



pour effectif des volontaires dont une généalogiste quelque peu medium et des moyens matériels plus modernes. C'est un marché qu'elle vient proposer au retraité : redevenir enquêteur le temps de boucler un dossier qui le hante. Des années auparavant, une famille entière avait été massacrée puis enterrée dans le désert de Mojave. L'assassin courait toujours narguant la police.

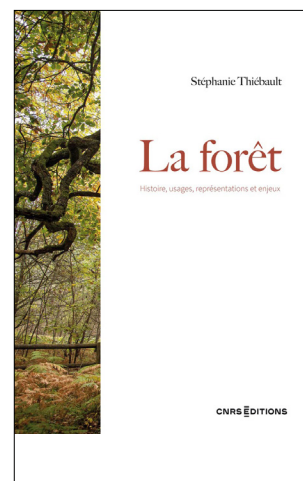
En maître du polar, Michael Connelly revient avec deux enquêtes, multipliant les intrigues et les rebondissements, le tout sur fond de pressions politiques.

« L'étoile du désert », Michael Connelly, Calmann-Lévy noir, 400 p., 22,90 €.

NATURE

Histoire de la forêt

Tout, vous saurez tout sur la forêt avec cet ouvrage très documenté et abondamment illustré de photos, reproductions de gravures et tableaux. Directrice de recherche, spécialiste de l'évolution des environnements de la Préhistoire à nos jours, Stéphanie Thiébault retrace l'histoire de la forêt, de l'origine du mot aux dangers actuels qui la menacent, en passant par ses usages et ses représentations. Notre forêt est la résultante de millénaires d'aménagements du territoire, de coutumes et même de lois. Depuis toujours, elle nourrit notre imaginaire collectif, nos contes et nos légendes. Avec les océans, les arbres participent à la captation du CO2 et à la régulation du climat. Pour leur beauté, pour



leurs bienfaits, pour notre sauvegarde, nous devons les protéger.

« La forêt », Stéphanie Thiébault, Cnrs éditions, 384 p., 27 €.

REVUE

Généalogie



Pas de doute, nous descendons tous de Charlemagne. Les Cahiers de Science & Vie ont fait le calcul. Au rythme des naissances et des migrations depuis l'an 800, des milliards d'individus comptent cet illustre monarque parmi leurs ancêtres. Le dossier central consacré à la généalogie devrait passionner les généalogistes amateurs en quête de l'origine de leur patronyme et – qui sait ? – d'une noble ascendance.

Autres sujets abordés : Taïwan, Paul Guillaume et Modigliani, ceux de Verdun, les trésors de Naples au Louvre...

« Et si le roi était votre cousin ? », Les Cahiers de Science & Vie, septembre/octobre 2023, 6,90 €. En kiosque.

Catherine PAUCHET

groupe qu'avait rejoint Sonia Backès après avoir été élue Les Républicains ; personnalité de premier plan, elle préside aussi l'assemblée de la province Sud depuis 2019, le non-cumul des mandats restant une obligation à géométrie variable. Il faut également noter que les deux sénateurs sortants, anti-indépendantistes, Pierre Frogier et Gérard Poadja ont été battus.

Sur le plan national, il fallait donc renouveler la moitié du Sénat. 170 sièges devaient être pourvus, dans 38 départements de métropole, depuis l'Indre-et-Loire jusqu'aux Pyrénées-Orientales plus ceux d'Île-de-France dont Paris, dans les quatre départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de Mayotte, ainsi que dans la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon et en Nouvelle-Calédonie, sans oublier 6 des 12 sièges représentant les Français établis hors de France ; en revanche, les sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, dans les Antilles, n'étaient pas renouvelables cette année. Là où il y a un ou deux sénateurs, l'élection avait lieu au scrutin majoritaire à deux tours ; là où il y en a au moins trois, c'était le scrutin proportionnel de liste à un tour (à la plus forte moyenne). Contrairement aux autres scrutins, le vote aux sénatoriales est obligatoire et on a ainsi vu aussi bien Marine Le Pen que Gérard Darmanin y participer en tant qu'élus locaux ; le collège électoral est en effet composé à 90 % de délégués des conseils municipaux.

Dans ces conditions, on comprend difficilement que le chef de l'État, lors de son interview sur TF1 et

France 2 le 24 au soir, n'ait pas abordé la question sinon pour « saluer » les nouveaux élus. Parmi eux, Christopher Szczurek dans le Pas-de-Calais, Aymeric Durox en Seine-et-Marne et Joshua Hochart dans le Nord marquent le retour du Rassemblement national. Plus globalement, les diverses composantes du centre et de la droite se retrouvent sans gros changements.

Jean-Gabriel Delacour

Marins-pêcheurs

C'est une nouvelle qui a frappé de stupeur le petit monde français des professionnels de la mer. Le gouvernement a annoncé qu'il mettait fin à compter du 15 octobre à l'aide, jusqu'à accordée aux marins-pêcheurs, de 20 centimes par litre de gasoil consommé. Le prix de ce carburant a doublé en deux ans et frôle désormais les 90 centimes à la pompe. Pour une embarcation de taille moyenne, cette aide pouvait représenter 190 euros par jour de sortie en mer. Rappelons que pour cette profession, le coût du carburant correspond souvent à 40 % du chiffre d'affaires, ce qui peut les amener à travailler à perte...

Face au tollé suscité par cette annonce, le secrétaire d'État à la mer, Hervé Berville, ancien député des Côtes d'Armor, a annoncé un plan de transition énergétique pour aider la profession. Cela n'a pas calmé l'agacement des instances de la profession qui se sont pour l'instant retirées de la discussion avec le gouvernement. Pour certains

marins-pêcheurs interrogés dans les ports français par différents médias, c'est l'avenir-même de la profession dans notre pays qui se joue actuellement.

Jérôme Besnard

Mélenchon

Les attaques insensées des proches de Jean-Luc Mélenchon contre Fabien Roussel montrent que l'ancien et futur candidat à la présidentielle est pris à son propre piège.

Roussel finira comme Doriot ! C'est le journaliste Daniel Schneidermann qui a lancé cette attaque contre le Secrétaire national du Parti communiste : il voulait avertir son public de gauche que Fabien Roussel finira par s'allier avec l'extrême droite. D'où l'allusion à Jacques Doriot, figure prestigieuse du jeune Parti communiste puis dissident de celui-ci qui est mort sous l'uniforme allemand, après avoir été l'un des plus actifs partisans de la Collaboration.

Quand Sophia Chikirou, proche de Jean-Luc Mélenchon, a repris l'accusation lancée par Daniel Schneidermann, il est devenu évident que la ligne maximaliste adoptée par le chef de la France insoumise allait encore se durcir. Il est vain de commenter l'insulte lancée contre le Secrétaire d'un parti qui s'est illustré dans la Résistance. Il s'agit d'une manœuvre tactique qui s'inscrit dans une grande offensive contre la Nupes.

Pourtant, ce cartel des gauches n'avait-il pas été créé en 2022 à l'initiative de Jean-Luc Mélenchon ?

Celui-ci pouvait se féliciter des effets positifs de la Nupes pour la gauche, puisque tous les partis qui sont membres du cartel disposent d'un groupe à l'Assemblée nationale. Mais le chef de La France insoumise pensait que les autres partis de gauche deviendraient de simples satellites. C'est justement ce qui ne s'est pas produit.

Le Parti socialiste, les Verts et les communistes veulent d'abord défendre ou renforcer leurs propres positions électorales, ce qui implique des listes séparées aux élections européennes et municipales. Jean-Luc Mélenchon, qui voulait une liste commune, est déçu et furieux. Il a compris tardivement que ses partenaires ne le laisseraient pas diriger une campagne unitaire lors de la prochaine campagne présidentielle. La Nupes ne lui servant plus à rien, Jean-Luc Mélenchon a choisi de rassembler les siens sur une ligne radicale, en espérant que les électeurs de gauche lui feront un triomphe dans quatre ans. Un parti risqué, qu'il a perdu trois fois.

Claudine Uzerche

Vive le Roi !

Le voyage en France du roi Charles III, un an après le décès de sa mère Elizabeth II, amène plusieurs réflexions, imposées tout simplement par les réalités. D'abord, ce septuagénaire, certes connu depuis longtemps mais avec un côté « éternel héritier » qui aurait pu le déconnecter du monde, a été bien reçu tant par les autorités politiques que par la population – et pas seulement dans cette Aquitaine

qui fit si longtemps partie des terres relevant de l'autorité de Londres. Ensuite, loin des clichés de Diana qui embrumèrent les esprits, il a restauré et consolidé l'image monarchique, lui donnant cette dimension qui transcende les partis, comme l'ont exprimé les applaudissements de certains parlementaires communistes lors de son discours au Sénat.

C'est là qu'on peut tenter des comparaisons entre la République française et la Couronne d'Angleterre. Le pouvoir de Charles, comme celui de ses prédécesseurs, apparaît, depuis des siècles, comme principalement symbolique, avec l'union, autour de la monarchie héréditaire, de tous les Britanniques, indépendamment de leurs origines: il suffit de regarder non seulement le Premier ministre Rishi Sunak mais n'importe quelle série policière d'outre-Manche pour se rendre compte que la couleur de la peau ne présente aucune importance. En revanche, sur le plan politique, le pouvoir du président français apparaît beaucoup plus fort, surtout dans la pratique actuelle de la Constitution; pourtant, cette emprise se trouve limitée dans le temps à un ou deux quinquennats et reste tributaire d'une coopération avec les députés et les sénateurs et, aussi, d'une empathie avec l'opinion qui, malgré la réélection de 2022, n'existe plus guère en France.

Dans le cas particulier exprimé par la visite du souverain britannique, des éléments plus que circonstanciels ont joué en faveur de ce qu'on peut appeler un renouveau de l'Entente cordiale instaurée il y aura 120 ans l'année prochaine par le trisaïeul de Charles, Édouard VII. L'écologie,

vieille préoccupation du roi, la défense, avec les deux seuls parapluies nucléaires européens, et la nécessité de disposer d'un partenaire fiable sur le continent, même après le Brexit, rapprochent forcément les deux nations les plus anciennement organisées d'Europe.

Malgré tous les problèmes restant, des clandestins sur la Manche aux accommodements douaniers concernant l'Irlande du Nord en passant par les quotas imposés à la pêche et, plus globalement, la complexité des accords avec l'Union européenne, Londres et Paris peuvent se donner la main. Mais les Français pourraient peut-être aussi envier cette monarchie incarnant permanence, transcendance et union. Une prise de conscience de l'idolâtrie de l'immédiateté et de l'incapacité de distinguer l'essentiel de l'accessoire et, tout autant, de la permanence du contingent constitueraient ainsi un appréciable apport de cette excursion de trois jours de la monarchie.

Jean Étèvenaux

Deux roues

Il y a cinquante ou soixante ans, les travailleurs français se rendaient à leur travail très souvent (déjà) en deux roues. Le vélo d'abord, le vélo à moteur ensuite (Solex ou Mobylette), le scooter ou la moto enfin. La plupart de ces engins étaient conçus et fabriqués en France ou au moins en Europe. Les vélos étaient lourds, les vélomoteurs mal équilibrés et bruyants, mais on s'en accommodait parce qu'ils étaient d'un prix relativement abordable et qu'ils étaient inusables. En

ce qui concerne les motos, les ouvriers utilisaient une Motobécane, des engins rustiques, peu élégants mais que l'on pouvait réparer soi-même ou faire réparer par un petit mécanicien. L'essence n'était pas très chère jusqu'au premier choc pétrolier (1973) du moins. Les moteurs consommaient beaucoup d'huile, mais on ne faisait pas tant de kilomètres que ça. Il y avait peu de contraintes de sécurité et d'ailleurs les accidents étaient plus nombreux qu'aujourd'hui...

Les jeunes, ouvriers ou les étudiants qui avaient les moyens, préféraient les motos étrangères: allemandes (BMW), anglaises (Triumph, Norton), italiennes (Ducati, Moto Guzzi), tchèques (Jawa) ou, top du top, américaines (Harley-Davidson)... Mais là, il s'agissait plutôt d'une moto de riches (celle de Brigitte Bardot dans la chanson de Gainsbourg). Les scooters étaient italiens (Piaggio-Vespa ou Lambretta) et avaient conquis une petite clientèle féminine... La moto était encore un secteur élitiste à sa manière et relativement fraternel où chacun se faisait un petit signe de la main sur la route (mais si!).

C'est par une politique de dumping jamais sanctionnée que les constructeurs japonais déstabilisèrent ce marché. Les 125 Honda, belles et rapides, coûtaient un quart de moins qu'une Motobécane et elle se taillèrent rapidement un quasi-monopole sur le marché de la jeunesse, déclinées ensuite en 250, 350, 500 jusqu'aux 1100 cm³ qui firent les beaux jours de Saint-Tropez certains étés. Une fois ce marché créé, les autres industriels japonais s'engouffrèrent dans cette brèche partout

dans le monde. Ils le firent aussi, mais avec moins de succès chez nous, pour les vélomoteurs (avec lesquels ils submergèrent l'Asie) et même les très petites voitures (une Honda Civic qui coûtait moins cher qu'une 2 CV Citroën ou une 4L Renault, mais qui disparut vite du marché français en raison de son cruel manque de fiabilité et de réseau de réparateurs).

L'industriel patriote Marcel Dassault essaya de sauver une industrie française de la moto. Il y dépensa beaucoup d'argent en pure perte, car il n'était pas protégé par les autorités de la concurrence, parce que le marché était sans doute trop étroit, le design et les études de marché, ainsi que la publicité, mal adaptés au public des motocyclistes, sans parler des outils de production plus ou moins irréformables dans un contexte social difficile.

Aujourd'hui, tous les vélos sont fabriqués en Chine. On commence tout juste à rapatrier le montage des pièces et on projette de reprendre la fonderie des cadres uniquement pour des exemplaires de luxe... Il en est de même pour les autres deux roues, même s'ils peuvent occasionnellement porter la marque Peugeot ou Piaggio. Ne parlons pas des vélos électriques ou des Trotinettes, importés par énormes containers. Là aussi, il y a dumping, notamment en ce qui concerne les batteries. On sait comment les Chinois s'y sont pris pour rafler les « terres rares » à bas prix partout dans le monde, avant de faire payer maintenant leur monopole dans ce domaine. Ils ont pris également beaucoup d'avance dans la robotisation des productions.

La Commission européenne vient seulement de s'en aviser, après les États-Unis, à propos des voitures électriques fabriquées en Chine, parce qu'elles menacent désormais jusqu'aux constructeurs allemands sur leurs propres terres ! Mais il aurait peut-être fallu méditer l'exemple des deux roues, avant de se précipiter tête baissée dans le tout électrique automobile sous la pression des « Verts » si férus de pistes cyclables...

Frédéric Aimard

Sucre

Le 14 juillet dernier, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) et le Comité mixte d'experts des additifs alimentaires de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont publié un communiqué commun alarmant concernant l'aspartame.

Il s'agit de cet édulcorant que les industriels de l'agro-alimentaire mettent partout, depuis près de 40 ans, dans les aliments et les boissons, parce qu'il était réputé moins nocif que le sucre dans le cadre d'une alimentation à l'américaine portant à l'obésité, justement par excès de sucreries. L'aspartame coûte aussi beaucoup moins cher que le sucre. Manque de chance, ce produit chimique, dont l'usage le plus visible est celui des sucrettes (granulés disponibles dans tous les cafés pour remplacer le sucre), est désormais suspecté de provoquer des cancers et on recommande de ne pas dépasser une dose maximum. Il faudrait éviter de consommer trop des

plats cuisinés industriels en buvant des boissons aromatisées « light », et de consommer des glaces industrielles ou des « barres chocolatées ». Comme si on ne s'en doutait pas déjà.

Encore que les scientifiques qui ont lancé l'alerte se gardent de proposer une modification des règlements en vigueur, faute de pouvoir préciser la relation de cause à effet. Il ne s'agit que d'une suspicion forte, fondée sur des statistiques nombreuses et une littérature médicale sérieuse mais pas d'une preuve absolue.

Tout cela dans un contexte où on sait que l'économie d'un pays entier (le Danemark) est actuellement réveillée par la future exploitation mondiale de médicaments à base d'insuline (Ozempic et Wegovy) pour réguler le diabète et l'obésité. Après le scandale des « coupe-faim » à base d'Isoméride des laboratoires Servier, n'y aurait-il pas lieu de modérer son enthousiasme boursier ?

Faudra-t-il attendre 40 ans pour découvrir que les miracles de la science et de l'industrie agroalimentaire se paient souvent très cher et qu'une alimentation saine, c'est-à-dire variée et équilibrée, est le fondement irremplaçable d'une bonne santé. On le dit aux enfants. Mais les politiques et les industriels sont incapables de l'entendre.

F.A.

Moustiques

Le frelon asiatique et le moustique tigre continuent leur inexorable invasion de la France. Ils sont désormais aux portes sud de Paris après avoir conquis plus de 70 départements. Quant à la capi-

tale, elle est déjà victime, de la prolifération – outre ses traditionnels cafards, puces, souris et autres « surmulots » – des punaises de lit : des fauteuils de cinéma, des banquettes de train sont signalés comme infestés. Les réseaux sociaux affichent des photos des nuisibles en situation. Il n'est pas rare de voir sur les trottoirs des matelas ou rouleaux de moquette déposés par des particuliers pour le ramassage des « encombrants », avec un papier sur lequel est écrit : « Attention, punaises ».

Les réponses apportées par les pouvoirs publics, les transporteurs publics, les gestionnaires d'immeubles, ne sont pas du tout à la hauteur des désagréments et des périls touchant la population. Concernant le moustique tigre, qui transmet diverses maladies tropicales (dengue, chikungunya, zika...) la métropole ne s'est pas encore mise à l'école des départements d'outre-mer où, depuis longtemps, on fait systématiquement la chasse aux zones de ponte des moustiques (partout où il y a une flaque d'eau en fait...)

Alors, uniquement quand un cas de dengue est signalé par un médecin et que l'alerte a été faite dans les formes à l'Agence régionale de santé, on déclenche une opération ponctuelle de démoustication, évidemment beaucoup trop tard. Cela a été fait ces dernières semaines dans plusieurs villes de la banlieue sud de Paris, dans le XIII^e arrondissement de la capitale, dans un quartier à cheval sur Villeurbanne et Lyon, dans la banlieue de Strasbourg...

De nuit, un pick-up, conduit par un technicien en combinaison étanche, pulvérise un puissant insecticide. On a recommandé aux po-

pulations de fermer leur fenêtre, de retirer le linge étendu, de ne pas sortir le chien, d'attendre trois jours pour ramasser fruits et légumes et de bien rincer ceux-ci...

Problème : l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) n'est pas bien sûre que l'insecticide Aqua K-Othrine – à base de deltaméthrine, de la société Bayer SAS – est employé de manière efficace, ni sans risque pour la santé des hommes et des animaux. Et des associations de protection de la nature estiment que multiplier cet usage mettrait en péril l'existence-même des prédateurs dont on a besoin pour réguler la population des moustiques (hirondelles, chauves-souris, libellules, poissons...)

Sur l'île de la Réunion, et plus ponctuellement dans la région de Montpellier (avec la start-up Terratis), on a essayé, depuis une dizaine d'années, de répandre des moustiques mâles stérilisés afin que les moustiques femelles (seules les femelles piquent) pondent des œufs stériles... Cette technique de l'Insecte stérile (TIS), qui a déjà été testée à grande échelle dans certains pays d'Afrique ou d'Amérique centrale et bien sûr en Chine, serait efficace à 60 %. Elle n'est sûrement pas sans effets secondaires négatifs aussi. Mais, faute de mieux, ne faudrait-il pas en faire une priorité ?

C'est une affaire de santé physique (les conséquences des maladies tropicales sont importantes et très difficiles à soigner), mais aussi psychologique, car le moral des gens est vite atteint quand ils se rendent compte de leur vulnérabilité à tant de petites bêtes...

Yolande Lucas

Canard

L'hebdomadaire *Le Canard enchaîné* a ses origines dans les milieux pacifistes lors de la guerre de 14-18 et ensuite. C'est la raison pour laquelle il a toujours cherché à protéger ses sources, que son information forcément croustillante vienne de l'armée, d'une administration, d'une banque, d'un parti politique, d'un pays étranger plus ou moins dictatorial... Pour éviter des ennuis à ses informateurs.

Ce journal satirique a une sorte d'obligation de mettre les rieurs de son côté alors qu'il dévoile des horreurs, et surtout de fiabilité car la justice pourrait le sanctionner pour fausse information, calomnie, etc.

Le système du Canard est d'avoir quelques journalistes chevronnés qui font office d'« officiers traitants ». Ils reçoivent des révélations de leurs « sources », jugent de leur intérêt, les réécrivent à la sauce maison, avec une débauche de calembours. Cela afin d'assurer des ventes auprès d'un public rigolard et amateurs de ragots, qui aime à se moquer des puissants.

Mais les informations reçues par *Le Canard* viennent aussi, plus ou moins anonymement, de personnes puissantes qui ont des comptes à régler avec leurs supérieurs ou inférieurs, leurs rivaux, etc. On peut alors parler de l'instrumentalisation d'un outil de déstabilisation ou de vengeance... La limite entre ce qui est dévoilement bienvenu pour le fonctionnement de la démocratie et le coup tordu est parfois difficile à trancher.

La candidature présidentielle d'Alain Fillon a été torpillée par un journaliste du *Canard* qui avait découvert

que le candidat de la droite conservatrice et morale avait fait salarier sa femme durant de nombreuses années, sans que celle-ci fournisse un réel travail. La Justice a donné raison au journaliste... Mais, quelque temps plus tard, le même journaliste, a découvert que l'un des actionnaires du *Canard* semblait avoir fait exactement la même chose avec sa propre femme, salariée « fictive » du *Canard*. Après avoir hésité, il a dénoncé ce fait dans un livre et a été licencié, ce que les Prud'hommes n'ont d'ailleurs pas accepté... Ambiance.

Là-dessus, une quarantaine de journalistes-pigistes se sont révoltés contre le système du *Canard*. Considérés comme de simples informateurs, sans avoir le droit de voir leur signature au bas de leur travail, ils protestent car ils sont payés avec des piges de journaliste, ce qui devrait leur ouvrir tous les droits de cette profession, notamment celui de savoir d'avance comment ils seront rémunérés... Ils dénoncent un système de caste où les journalistes en place méprisent les journalistes extérieurs que l'on fait travailler, parfois de très nombreuses années, sans véritable reconnaissance... C'est un conflit du travail où il est difficile de se repérer dans les arguments des uns et des autres.

Mais c'est toujours pareil, quand on prétend juger les autres, en plus chaque semaine depuis un siècle, fût-ce au nom de la morale républicaine et laïque, il ne faudrait pas trop prêter le flanc à la critique... Le *Canard* est une institution, gageons qu'il traversera la mare une fois de plus sans perdre ses plumes.

Frédéric Aimard

Six mois qui ont changé le monde

Il y a 240 ans, entre le 4 juin et le 21 novembre 1783, la France a montré la voie des airs. Il a fallu six mois pour inventer un engin, le développer et permettre à des êtres humains de prendre place pour dépasser le sommet des cathédrales.

C'est le 4 juin 1783 que les deux frères Montgolfier Étienne et Joseph réussissent à remplir un globe de fumée et à le voir s'élever depuis la place des Cordeliers à Annonay (Ardèche). Cela suffit pour que l'Académie des Sciences, à la demande de Louis XVI, les fasse venir à Paris pour répéter l'expérience. Ce qui est fait quelques semaines plus tard depuis Versailles. Puis arrive le 19 septembre 1783 où il est décidé d'équiper un ballon avec en dessous une cage contenant trois animaux : un mouton, un canard et un coq. La petite ménagerie décolle à 13 heures et se pose quelques minutes plus tard à Vaucresson. Les animaux sont en parfaite santé.

Parmi l'assistance Jean-François Pilâtre de Rozier (1754-1785), un jeune physicien chimiste né à Metz accompagne Benjamin Franklin, alors ambassadeur des États-Unis en France. Pilâtre se met en tête d'être le premier à voler à bord et à ouvrir la voie des airs à la France. Après de nombreux essais, dits de gonflements captifs, l'homme réussit à gérer le ballon. Après de multiples interventions auprès du roi, qui ne veut pas que l'un de ses sujets risque sa vie et lui préférerait un condamné à mort, sur l'intervention de la princesse de



Polignac, gouvernante des enfants de France, Pilâtre est autorisé à voler. Le vol se fait en compagnie du marquis François d'Arlandes le 21 novembre 1783. Un vol de vingt minutes et d'une vingtaine de kilomètres qui leur permet de s'élever à mille mètres. L'homme a vaincu les éléments et a donné à la France la suprématie des airs. Quinze jours plus tard, c'est au tour de Jacques Charles de réussir un vol à bord d'un ballon gonflé à l'hydrogène.

Le rêve d'Icare est gagné quelques années avant la Révolution française.

Philippe Buron Pilâtre

La Nation Française

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149
ISSN 2967-2988
marque déposée à l'Inpi.

Imprimé par nos soins.

Abonnement :
1 an = 20 euros
à l'ordre de **Spfc-Acip**.
Paiement
par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/2803eq3Re7R-Sc3C000>

■ **Chine** : Les Jeux asiatiques ont commencé le 23 septembre. Le président Xi Jinping en a profité pour rencontrer son homologue syrien Bachar Al-Assad à Angzhou dans l'Est du pays.

■ **Inde** : Le 18 septembre, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a accusé les services secrets indiens d'avoir assassiné, sur le sol canadien en juin 2023, un opposant sikh, Hardeep Singh Nijjar. Le Premier ministre indien Narendra Modi a nié, mais la crise diplomatique est ouverte et Washington va devoir prendre parti.

■ **Azerbaïdjan** : Le 19 septembre, après 9 mois d'un sévère blocus, l'armée azérie est entrée dans l'enclave séparatiste du Haut-Karabagh peuplée d'Arméniens. Un premier bilan fait état de 200 à 300 morts et de 400 à 500 blessés parmi ceux-ci. Un cessez-le-feu a été signé le 20 septembre sous l'égide des Russes. Les soldats azerbaïdjanais encerclent Stepanakert. Dans une allocution télévisée, le président Aliiev a présenté cette offensive comme une « *opération antiterroriste* » qui a permis de « *rétablir la souveraineté de l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabagh* ».

■ **Ukraine** : Le 22 septembre, une attaque de drones ukrainiens aurait fait plusieurs morts parmi les commandants de la flotte russe à Odessa en Crimée.

■ **Pologne** : Le Premier ministre, Mateusz Morawiecki, a annoncé le mercredi 20 septembre, que son pays cessait ses livraisons d'armes à l'Ukraine.

Arménie

L'armée azerbaïdjanaise, profitant que les Russes sont occupés en Ukraine et que la République d'Arménie, économiquement exsangue, est empêtrée dans ses querelles intestines et dénuée de toute alliance sérieuse, ont envahi, le 19 septembre, après un blocus de 9 mois, l'enclave séparatiste du Haut-Karabagh, exclusivement peuplée d'environ 125 000 Arméniens, dont c'est la terre depuis la plus haute Antiquité, mais que le pouvoir soviétique avait attribuée (en 1921) à une République azerbaïdjanaise pour mieux régner en divisant...

C'est cette souveraineté, internationalement reconnue, même par l'Arménie, que le président Ilham Aliiev a donc réussi à rétablir grâce à une victoire militaire éclair sur des « forces d'autodéfense » laissées à elles-mêmes. Stepanakert, la capitale du Haut-Karabagh, est entourée de soldats azerbaïdjanais qui ont déjà commis des massacres dans des villages isolés, les miliciens arméniens ont dû accepter de déposer les armes et négocier leur éventuel départ ou une amnistie, qui serait étonnante... Les soldats russes présents dans la région ne sont pas vraiment en position de s'interposer. Des centaines de familles, réfugiées à l'aéroport de Stepanakert, sans aucune assistance humanitaire, espèrent pouvoir fuir. D'autres se massent déjà à l'entrée de l'étroit corridor qui mène à l'Arménie. Elles n'ont rien pu emporter. S'il n'y a pas de massacres de grande ampleur et un nettoyage ethnique en bonne et due forme, ce sera un miracle.

Bakou joue gagnant sur tous les tableaux. L'Alle-

magne, privée du gaz russe à cause des sanctions contre le bourreau de l'Ukraine, lui a fait des ponts d'or pour obtenir son gaz. Mais auparavant, la Turquie, pays frère car les Azéris sont des Turcs, dans son rêve panturquiste – avec le fantasme d'un Empire jusqu'à la frontière chinoise – lui avait fourni la formation et l'encadrement militaire qui lui ont permis de battre l'Arménie à plates coutures dès 2020, au prix de 6 500 morts arméniens. L'armement était alors massivement fourni par l'Ukraine, qui reste un allié de poids, dépendant du pétrole azerbaïdjanais comme des drones turcs, et par Israël (!) pour ce qui est de la haute technologie en termes de radars notamment, qui a réduit à rien les armes de type soviétique dont disposaient les Arméniens.

Le peuple arménien est un de ces peuples éternellement victime de l'Histoire et pourtant toujours résilient. Beaucoup d'empires qui l'ont martyrisé ont disparu, alors qu'il y a toujours des Arméniens pour revendiquer une culture trimillénaire, ayant laissé des monuments originaux sur un vaste territoire autrefois occupés par des royaumes brillants, avec une langue singulière pratiquée encore par quelque 7 millions de locuteurs de par le monde, pour ne rien dire de sa si belle écriture... Mais que de désastres, de destructions et de massacres ! Au début du XXe siècle, la naissance d'une République turque, dans l'effondrement de l'Empire ottoman multiethnique, a été l'occasion d'un génocide, un mot dont l'État turc actuel ne veut bien entendu toujours pas entendre parler.

C'est aux Russes communistes que moins de trois mil-

lions d'Arméniens doivent d'avoir conservé une petite assise territoriale, dans le Caucase sur quelques hautes montagnes arides et régulièrement la proie de tremblements de terre. Sinon, on trouve des Arméniens partout où des rescapés des massacres ont trouvé refuge : au Liban d'abord, en Amérique latine, en Afrique noire, aux États-Unis, en Europe, en France notamment à Marseille ou à Lyon... Mais aussi en Iran ou en Crimée ! Une diaspora active, commerçante, intelligente, qui s'intègre facilement... Le sort des Arméniens pourrait évoquer celui des Juifs. Comme eux, ils comptent leurs millionsnaires (on se souvient de Calouste Gulbenkian, ce « Monsieur 5 % » fabuleusement enrichi par l'extraction du pétrole irakien), leurs tailleurs et petits commerçants, et leurs révolutionnaires de toutes obédiences, mais c'est la religion qui leur a permis de survivre à toutes les tentatives d'extermination. Ils sont chrétiens « apostoliques », d'une orthodoxie qui leur est propre, directement rattachée aux premiers apôtres. L'Arménie ne fut-elle pas le premier État officiellement chrétien de l'Histoire ? L'Occident « chrétien » n'a jamais vraiment aidé les Arméniens. C'était déjà vrai du temps des Croisades... Aujourd'hui, notre monde « civilisé » et démocratique regarde ailleurs. Le dictateur Alliez est un corrupteur que personne ne peut ou veut contredire. Deux jours seulement après ces événements dramatiques, la Commission européenne annonçait un accroissement de ses importations de gaz azéri pour atteindre les 20 milliards de m³ d'ici 2027...

Quant à ceux qui voudraient se targuer de grands

principes, de la « communauté internationale » ou du droit international, ils les ont tellement bafoués eux-mêmes (Yougoslavie, Irak, Libye...) qu'ils seraient peu légitimes à parler si jamais l'idée leur en venait. La force brute et l'argent priment, de tout temps. Ajoutons aujourd'hui un soupçon d'islamisme, même s'il est ici chiite, pour tenter de réveiller le débat chez nous, mais l'heure d'une prise de conscience que ce drame nous concerne est encore très lointaine...

Frédéric Aimard

Sortie du Brexit ?

En deux jours, le président Macron a reçu à l'Élysée non pas une mais deux personnalités britanniques : le 20 septembre le roi Charles III et, la veille, le 19, le chef de l'opposition de Sa Majesté, le travailliste Keir Starmer.

Dans six mois ou un an, celui-ci a de sérieuses chances de devenir le prochain Premier ministre du Roi. Hostile au Brexit, lors du référendum de 2016, il a officiellement annoncé qu'une fois élu, il engagerait une renégociation du traité entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Le 4 septembre, il a remanié son cabinet-fantôme – futur gouvernement – en promouvant des élus ayant comme lui combattu le Brexit. 62 % des Britanniques seraient désormais convaincus que le Brexit a été un « échec » (et 86 % des 18-24 ans). Le débat divisait le parti travailliste, ce qui ne semble plus le cas aujourd'hui. Les Conservateurs vont certes

mener la campagne électorale en accusant les Travaillistes de vouloir rentrer sous les fourches caudines bruxelloises, ce dont, bien sûr, ils se défendent.

L'actuel Premier ministre, Rishi Sunak, avait bien compris que la guerre en Ukraine offrait à la Grande-Bretagne l'occasion de « revenir en Europe » via la solidarité dans l'effort de défense. En gommant l'isolement qui avait été associé au Brexit, il cherche également à passer le Brexit par pertes et profits. À renouer avec la France et l'Allemagne, il est néanmoins moins bien placé que son adversaire travailliste plus en phase avec les sociaux-démocrates de Scholz ou le centrisme de Macron. D'autant que tous les sondages annoncent une défaite fracassante des Conservateurs.

C'est sur cette toile de fond qu'il faut relire le discours historique du roi au Sénat français le 21 septembre : « *Pendant le temps qui m'est accordé en tant que roi, je m'engage à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour renforcer la relation indispensable entre le Royaume-Uni et la France.* » Il ne s'agit pas d'une simple formule de politesse. Le roi ne s'est pas limité à faire référence à l'entente cordiale de 1904 ; il n'a pas hésité à rappeler le projet d'union politique entre les deux pays formulé par Churchill le 16 juin 1940 ! Un véritable pavé dans la mare dont on devrait voir bientôt les conséquences dans la revitalisation des accords de défense entre Londres et Paris. En reprenant l'histoire longue, le roi a voulu banaliser le Brexit – le mot ne fut jamais prononcé – et ouvrir une nouvelle page.

Dominique Decherf

Les exportations de blé ukrainien en Europe, qui déstabilisent les paysans polonais, à la veille d'élection générale très disputée, sont la cause de ce revirement. La Pologne, la Hongrie et la Slovaquie ont mis un embargo sur ces exportations qui sont favorisées par l'Union européenne. Le Premier ministre a par ailleurs considéré comme une insulte à son pays certains propos du président Zelinsky à la tribune de l'Onu le 19 septembre sur le manque de solidarité sincère manifesté par les Occidentaux.

■ **Soudan** : Le 21 septembre plusieurs drones ont frappé des mercenaires russes de Wagner et des paramilitaires soudanais du général Daglo. Les Ukrainiens pourraient avoir été à la manœuvre.

■ **Mali** : Un avion IL76 de fabrication russe s'est écrasé à Gao le 23 septembre. On ignore qui il transportait : militaires maliens ou miliciens de Wagner ?

■ **Niger** : Le président Macron a annoncé, le 21 septembre, que la France allait retirer du Niger son ambassadeur immédiatement et aussi ses 1 500 soldats et leur important matériel avant la fin de l'année. À Niamey, la junte a célébré « un moment historique ».

■ **Grèce** : Athènes et les grandes villes du pays ont connu le 21 septembre un mouvement de grève de vaste ampleur. Dans le viseur de la contestation, un projet de loi du gouvernement de droite de Kyriákos Mitsotákis dérégulant le droit du travail (semaines

de 78 heures et de six jours travaillés, restriction du droit de grève...).

■ **Venezuela** : Une troupe de 11 000 policiers équipée de tanks est intervenue dans une prison de l'État de l'Aragua pour déloger le plus dangereux gang du pays, qui avait pris possession des lieux.

■ **Italie** : L'ancien président de la République italienne Giorgio Napolitano est mort le 22 septembre à 98 ans.

Amis lecteurs. Mine de rien nous en sommes déjà au n° 50 de cette NF. Il serait temps de vous réabonner !

Abonnement :

1 an = 20 euros

à l'ordre de **Spfc-Acip.**

Paiement

par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/2803eq3Re7R-Sc3C000>

SOMMAIRE

P. 1 : Tressaillez de joie. P. 2 : Rugby. Ça va la tête ? – Sénat. P. 3 : Lectures. P. 4 : Marins-Pêcheurs. – Mélenchon. – Vive le Roi ! P. 5 : Deux roues. P. 6 : Sucre. – Moustiques P. 7 : Canard. – Six mois qui ont changé le monde. P. 8 : Arménie. P. 9 : Sortie du Brexit ? P. 10 : Le syndrome de Pinocchio. P. 11 : *Olympe de Gougues, plus vivante que jamais.* – *Killillogy.* P. 12 : Idées – Le *Pascal* de Denis Lensel.

Le syndrome de Pinocchio

Est-il nécessaire de mentir ou de raconter n'importe quoi pour faire avancer la société? Le progrès se construit-il sur du faux? Le citoyen se laisse-t-il prendre par les billevesées qui annoncent l'apocalypse? Tout ce qui est excessif est insignifiant disait le prince de Talleyrand.

Nous sortons d'une belle semaine. Nous avons accueilli avec ferveur le Roi Charles III qui règne mais ne gouverne pas. Cela nous plaît, nous qui vivons dans une monarchie républicaine selon la formule de l'illustre professeur de droit Maurice Duverger. Les bleus ont passé un carton en rugby à la Namibie. L'équipe exprime la cohésion avec ses diverses personnalités talentueuses, sa force et sa discipline en mêlée, l'attaque incessante, sa résilience quand il le faut, donc l'image que l'on souhaite de notre nation. Surtout quand les joueurs chantent vraiment *la Marseillaise* et qu'on ne parle pas de *mercato* à plusieurs millions d'euros.

Le spirituel faisant défaut dans notre vie quotidienne on s'est réjoui que le pape vienne à Marseille, en France a-t-il précisé. Certes depuis la loi de 1905 la laïcité a remplacé à juste titre l'organisation civique de la fille aînée de l'église, mais dans les communes les églises restent au centre du village. Il a indiqué que nous n'étions pas envahis mais qu'on nous demandait l'hospitalité et qu'il fallait ouvrir les bras. La France

est fière de son droit d'asile à condition qu'il ne soit pas dévoyé et en pouvant choisir ceux qui deviendront des citoyens. Et qu'on ne nous accuse pas des pires sentiments négatifs. Mais Sa Sainteté n'a pas proposé que les migrants surtout réellement mineurs se réunissent place Saint-Pierre et que l'État du Vatican prenne sa part concrète dans la situation de migration actuelle. Jamais Dieu ne remplace César. Personne n'a le monopole de l'humanisme.

C'est le samedi 23 septembre que tout s'est gâté avec les manifestations contre les violences policières ce qui serait une priorité absolue. Avant même la lutte contre les délinquants de toute nature et l'insécurité en général. Deux tentatives d'attentats sont déjouées chaque mois! Était-ce pour rappeler aussi que la république est supérieure à une monarchie même constitutionnelle, ou que le pape n'a qu'un pouvoir intemporel et que les êtres humains souffrent partout dans le monde y compris dans notre cher et vieux pays? On ne le saura pas car les gentils organisateurs pacifiques et tolérants à géométrie variable par choix, n'avoueront rien. Ils n'ont qu'une cible: la police qui tue, soyons nuancés!

Dans tout le pays il y aurait eu une vingtaine de mille manifestants. C'est peu au regard des millions de citoyens dont la majorité reconnaît le rôle essentiel de protection et de secours des forces de l'ordre, et qui préfère les innocents aux

voyous. Mais la minorité qui hurle est agissante et hétéroclite et use de son droit de manifester non discuté sous l'œil vigilant des policiers qui s'exposent à être pris à partie ou malmenés et qui disposent de la violence légitime parfaitement légale. Paradoxe quand tu nous tiens.

Les cortèges étaient composés de tous ceux et celles qui sont mécontents, mais pour eux leur haine vient de la faute des autres, de tous les pouvoirs, de ceux qui ne leur donnent pas raison à première revendication, et notamment des élus dont le président de la république et plus généralement de l'État sachant que l'État c'est nous tous, donc moi aussi. Le mieux serait de supprimer toutes les élections et les institutions démocratiques, puisque ce serait la rue qui dirigerait. Enfoncés la république, la monarchie, le pape, des citoyens venant de nulle part mais éclairés par leurs bougies ont la science infuse. Pour arriver à leurs fins politiques, ils sont prêts à raconter n'importe quoi, à mentir s'il le faut car leurs ambitions seraient justes, à extrapoler, à affirmer sans élément incontestable et à exacerber les tensions. L'état de droit ne les concerne que quand il est à leur avantage. La justice est partielle avec certains notamment les soi-disant racisés ou discriminés systémiques, sauf si les juges partagent leurs convictions. Ce fut le cas samedi et c'est ce qui me désole.

Dans le cortège il y avait des gilets jaunes se disant

martyrs de tirs de l.b.d. et des comités de soutien à des prétendues victimes de la police qui serait le bras armé du racisme institutionnel, quelles que soient les décisions de justice rendues; des membres de la Cgt qui sont pour la justice sociale ce qui est loin du domaine de la police; des mécontents de tout, de l'inflation à la réforme des retraites en passant par le réchauffement climatique ou la théorie du genre; et enfin des membres du syndicat de la magistrature ce qui m'a choqué.

Il y a eu des heurts comme d'habitude et une voiture de police attaquée par ce qui serait une bande de black-blocs toujours présents au rendez-vous. On n'a pas vu un manifestant ou des centaines de manifestants sur place tenter de venir aux secours des policiers! Il y a eu des interpellations et la justice va être saisie, je l'espère. Mais peut-on être partie au défilé, témoin de la scène et... juger ceux qui sont déferés? Il va y avoir pour les parties civiles de la récusation dans l'air. Avec la présence du syndicat de la magistrature à la fête de l'Humanité puis qui défile aux côtés de délinquants attendus en validant au moins implicitement les slogans anti flics, c'est le devoir d'impartialité et de réserve qui disparaît. Et la distinction entre *je n'ai rien contre la police mais je combats les violences policières* qui sont d'ailleurs condamnées avec rigueur quand elles sont avérées est un argument byzantin et trop subtil pour moi. Je ne crois pas que la confiance

par Christian Fremaux
avocat honoraire

dans la justice s'accroît avec ces comportements. Immédiatement des politiques ont accusé le ministre de l'Intérieur d'être responsable des débordements et exigé la suppression de l'I.g.p.n voire la police elle-même pour la remplacer par je ne sais quoi de proximité, un peuple sélectionné ou l'opinion publique? Des médias objectifs vérifient la réalité des images et des paroles pour savoir s'il s'agit d'intoX, de *fake-news* ou de montages. On s'aperçoit que le mensonge ou les demi-suppositions sans preuves sinon les approximations orientées sont à tous les étages. On n'attend pas la fin des enquêtes judiciaires pour accuser et condamner. Si le supposé et utile coupable ne l'est pas, tant pis pour lui. La cause d'abord.

Mentez, dissimulez, tronquez il en restera toujours quelque chose. La société libéro/étatique serait forcément responsable de tout ce qui ne va pas. La responsabilité individuelle se dissout dans la foule indignée et l'absence de devoirs collectifs! À tout dramatiser on amplifie à tort les problèmes et on empêche les solutions d'émerger.

Geppetto a perdu la maîtrise de sa marionnette le pantin Pinocchio dont le nez s'allonge quand il ne dit pas la vérité. Elle est entre les mains d'une poignée d'individus qui veulent imposer leurs certitudes croyant qu'elles sont bonnes pour l'intérêt général. Ils sont dangereux et sans panache. N'a pas le nez de Cyrano de Bergerac qui veut. ■

Olympe de Gouges, plus vivante que jamais

Sur la scène, un paravent, une table d'écriture, une chaise. *Espèce de brute! Si je suis hors la loi, je ne suis pas, hors de l'humanité!* Une grille grince, une serrure claque.

Olympe de Gouges est enfermée à La Conciergerie, son sort est tracé, procès, exécution. Avec Fabien, son gardien, un soldat qui a perdu un bras à Valmy, elle revoit son histoire, écrit la dernière page de sa légende.

Suivant la plume alerte de Joëlle Fossier-Auguste et la mise en scène méticuleuse de Pascal Vitiello, Céline Monsarrat nous emmène avec ampleur sur les traces d'Olympe de Gouges. Nous voilà à Montauban, elle n'est encore que Marie Gouze, fille d'un boucher, ou fruit de la liaison de sa mère avec le marquis de Pompi-gnan. Mariée à 17 ans, mère à 18, veuve à 19, la voilà à Paris, courtisane et cocotte, puis célibataire active. Elle fréquente les salons, les grands hommes, trouve un protecteur fortuné. Elle écrit, sa pièce *Zamore et Mirza* fait scandale à la Comédie française. Voilà la Révolution, la femme de lettres use de la liberté de la presse, de la liberté d'expression pour prendre position contre l'esclavage, pour les droits des femmes. Voilà le temps du procès, elle connaît tous ses juges. Elle laisse à la postérité sa Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, véritable marche à suivre pour les féministes des siècles suivants.

La pièce est didactique, les professeurs de français ou d'histoire y emmèneront en confiance leurs élèves. Elle est surtout puissante. Dans un très joli costume de Corrine Pagé, Céline Monsarrat porte avec talent le monologue de son personnage, sans être écrasée par le poids de l'histoire ou du message. ■

Au Lucernaire, à Paris, jusqu'au 8 octobre 2023. Du mardi au samedi : 19 h 00 ; dimanche : 15 h 30. Durée : 1 h 05. Texte : Joëlle Fossier-Auguste. Avec : Céline Monsarrat. Mise en scène : Pascal Vitiello.

Killology

Sur la scène, un fauteuil, il servira plus tard. Un homme en noir, une valise métallique à la main. Une fuite de gaz, il fait. S'il y avait une fuite de gaz on me l'aurait signalée.

L'homme en noir s'introduire dans un appartement en se faisant passer pour un employé du gaz, il y reste en s'enfermant dans les toilettes, avec l'aide d'un complice pas très malin. Plus tard, nous saurons pourquoi ce père s'est ainsi claquemuré. C'est l'appartement de l'auteur de *Killology*, un jeu vidéo où il faut tuer son adversaire. Habituel? pas tout à fait. Pour marquer des points dans *Killology*, il faut que l'adversaire meure en souffrant, et le regarder mourir.

Pour l'instant, nous suivons des pères, et des fils. Des relations père-fils dysfonctionnelles, qui

débordent d'envies inexprimées, de rendez-vous manqués, de besoins d'amour inassouvis. Dans *Killology*, il y a des morts, des agonies, une vengeance.

L'horreur marche rarement au théâtre. *Killology* emmène le spectateur dans un tourbillon de violence absolue qui ne le laissera pas indifférent. On n'y trouve pas de séquence gore, pas de faux sang qui ruisselle sur la scène, pas de musique soudaine.

Le théâtre que je soutiens, que j'aime, c'est d'abord un texte, un texte fort, défendu par une distribution solide qui, sans artifices inutiles, va créer une histoire dans le cerveau du spectateur. *Killology* m'a emmené à l'os de cette conviction, et j'en suis sorti fasciné. L'estomac au bord des lèvres, et fasciné.

Par le propos, d'abord. L'influence de la violence de certains jeux vidéos sur les esprits un peu fragiles qui s'y immergent de façon incontrôlée, bien sûr, le thème est à la mode, les jeux vidéo peuvent-ils vaincre l'aversion à s'emparer d'une vie humaine? Les relations manquées entre les pères et les fils quand les familles sont décomposées et les cellules familiales explosées, également. Gary Owen pousse les curseurs, sature les amplis, laisse diverger, voilà le résultat.

Par la mise en scène de Benjamin Guyot, ensuite. En s'appuyant sur une superbe lumière d'Anna Geneste, il va à l'os. Pas d'artifices, pas de gesticulations. Il met la distribution au service du texte. Eric Antoine, Antoine Cordier, Thibault Rigoulet. Ils sont tous affûtés, bons. Les pères, les fils, le concepteur.

En 1971 sortait sur les écrans *Orange Mécanique*, le film de Stanley Kubrick. Une réflexion sur la violence, sur la société, une esthétique, une interrogation, un film qui ne prenait pas partie. En 1971 également, le groupe Think sortait son seul titre, *Once you understand*. Quand Wolfman Jack diffusait le titre, il le laissait suivre d'un long silence, et de ces seuls mots : *Heavy Song*. *Killology* est de la même veine? oui. On y retrouve le même pessimisme sans alternative, une question à laquelle chaque spectateur donnera sa réponse. À la fin de la représentation, un épais silence emplissait le noir, puis les spectateurs ont longuement applaudi. *Heavy Play*.

Si vous aimez la franche rigolade, ou les tourments d'un triangle amoureux, évitez *Killology*. Si vous aimez le théâtre tripal et clivant, qui va à l'os du texte, qui vous bouscule, qui va vous mettre l'estomac au bord des lèvres, vous plonger dans un abîme de réflexions, vous vous laisserez prendre par la violence esthétique de *Killology*.

Comme il fallait aller voir *Orange Mécanique*, il faut aller voir *Killology*. C'est une pièce importante. C'est un de nos coups de cœur de la rentrée. ■

Au Théâtre de la Reine Blanche jusqu'au 15 octobre 2023. Mercredi, vendredi : 21 h 00 ; dimanche : 18 h 00. Durée : 1 h 40. Texte : Gary Owen traduit par Kelly Rivière. Avec : Éric Antoine, Antoine Cordier, Thibault Rigoulet. Mise en scène : Benjamin Guyot.

Le Pascal de Denis Lensel

Pour le quatrième centenaire de la naissance de Blaise Pascal (19 juin 1623) un grand nombre d'essais sont parus. C'est un bonheur de voir qu'on commente encore Pascal – même si on ne le lit pas tant que ça ! – car il est peut-être le plus grand penseur français de tous les temps – mathématicien, inventeur, entrepreneur, philosophe et théologien, comme on l'a appris au lycée (peut-être) : un écrivain aux formules ciselées en forme de proverbes. Regardez sur Google : « *La justice sans la force est impuissante, la force sans la justice est tyrannique.* » ... « *Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît point.* » « *L'homme est un roseau, le plus faible de la nature, mais c'est un roseau pensant.* » « *La mode même et les pays règlent ce que l'on appelle beauté* » ou sous une autre forme : « *Vérité en-deçà des Pyrénées, erreur au-delà...* »

L'un des plus intéressants des essais parus ces dernières semaines est celui de Denis Lensel, journaliste et spécialiste de la pensée des derniers papes. Il dialogue en effet de manière originale avec des réflexions du pape François, que la France a accueilli ce week-end à Marseille sur le thème des solidarités avec les migrants du monde entier...

Contrairement à ce que certains pensent, ce pape est aussi un intellectuel lettré, qui connaît mieux certains pans de la littérature française que beaucoup de Français. On lui doit d'avoir fait redécouvrir le romancier Joseph Malègue et on devrait bien le suivre dans son amour de l'écrivain Léon Bloy, si mal aimé chez nous. Ce pape a lu également Pascal et, bien que jésuite, il semble l'avoir apprécié et même très exactement compris. Pascal est connu notamment pour ses fameuses *Provinciales*, circulaires anonymes pour défendre ses amis, les religieuses recluses de l'abbaye de Port-Royal (à Paris et dans la vallée de Chevreuse) et les « *Messieurs de Port-Royal* », qui vivaient en quasi-ermitage auprès d'elles. Ces « *Port-Royalistes* » (le terme n'est pas d'époque) s'étaient mis à dos des religieux, les jésuites, si influents à la Cour de Louis XIV, qu'ils accusaient d'avoir développé toute une « casuistique » (relativisation de chaque cas particulier) pour se concilier les pécheurs riches et puissants. Ceux-ci espèrent toujours, quand ils se préoccupent de leur salut éternel, qu'on leur dise que ce n'est pas si grave de mettre l'argent et les honneurs avant toute chose, malgré les condamnations de Jésus et de saint Paul sur leurs pratiques injustes.

Les jésuites du Grand Siècle se sont donc déchaînés contre ce petit groupe d'hommes et de femmes pieux qui

avaient développé une pensée rigoureuse sinon rigoriste de la foi catholique, étudiant la Bible sérieusement et vivant pauvres et « solitaires » (un autre nom appliqué à ces messieurs). Ils leur ont donné le sobriquet de « jansénistes » parce qu'ils avaient traduit et popularisé les écrits de l'évêque d'Ypres, Mgr Jansen, qui poussait très loin sa fidélité aux thèses de saint Augustin sur la prédestination... C'est la grande querelle religieuse du XVII^e, XVIII^e siècle, qui perdura au XIX^e et dont on entend encore des relents aujourd'hui en « chaire » où il n'est pas si rare qu'un prêtre s'en prenne aux méfaits attribués au « jansénisme » supposé des catholiques français, et donc à leur manque d'espérance et de joie ! Le lumineux Pascal fut donc du côté des jansénistes qui finirent, longtemps après sa propre mort, persécutés par la Sorbonne et le roi, qui alla jusqu'à faire détruire leurs abbayes et même leur cimetière (!). De cette querelle aux relents abjects, finira par se réaffirmer, incidemment, une liberté de conscience, dont l'entourage du Grand Roi – son grand-père avait connu les guerres de Religion et lui-même la Fronde – ne voulait plus entendre parler... Les « libertins » en profiteront paradoxalement et les jésuites ne l'emporteront pas au paradis, qui seront – provisoirement – dissous un peu plus tard... Et ce sera le Siècle des Lumières, la Révolution française, la République laïque, pour le pire tout de même (la guillotine, les persécutions anticléricales), et finalement ce que nous jugeons aujourd'hui le meilleur, si nous sommes du moins de bons citoyens démocrates et respectueux des opinions contraires aux nôtres... On a donc affirmé plus d'une fois que tout cela a des origines obscures dans la querelle de la prédestination (mal) résolue au XVII^e, si on s'en tient du moins à l'aspect politique. Mais Pascal, dans cette querelle, était au-delà de la politique. Ses Pensées en témoignent à jamais.

On a caricaturé et on a eu tort. L'essai de

Denis Lensel est autrement plus subtil dans son exposé. Celui-ci prend aussi la forme d'une lettre ouverte à François pour que l'Église béatifie Blaise Pascal, mort très jeune en odeur de sainteté après avoir pratiqué un catholicisme extraordinairement charitable... Il apparaît que le Pape n'aurait rien contre... C'est du moins la conviction qu'on retire de ce « Bonheur de Pascal ». À lire, pour mieux redécouvrir Pascal et mieux apprécier la pensée, réputée contradictoire, du pape François.

Frédéric Aimard



Denis Lensel, *Le Bonheur de Pascal*, Saint-Léger éditions, 160 pages, 15 euros.